

Contribution EpE à la consultation de la Commission Européenne

Stratégie pour une réduction à long terme des émissions de gaz à effet de serre dans l'Union européenne

1. Contexte

La Commission Européenne a ouvert une consultation publique, dans le cadre de la préparation de sa prochaine stratégie pour une réduction à long terme des émissions de gaz à effet de serre dans l'Union européenne.

L'association française des Entreprises pour l'Environnement (EpE, www.epe-asso.org) rassemble une quarantaine de grandes entreprises françaises et internationales qui partagent la vision de l'environnement comme source de progrès et d'opportunités, et travaillent ensemble à mieux le prendre en compte dans leurs stratégies et leurs opérations courantes. EpE est le partenaire en France du World Business Council for Sustainable Development.

Sur la base des travaux en cours au sein de l'association, les membres d'EpE souhaitent partager avec la Commission Européenne la contribution suivante.

2. Etude ZEN 2050 – Zéro Emission Nette en France dès 2050

L'association a lancé fin 2017, **l'étude ZEN 2050**, visant à explorer ce que pourrait être une France neutre en carbone, les leviers mobilisables, leur vitesse et échéance de mise en œuvre, ainsi que les mesures de court terme qui paraissent nécessaires pour conserver la possibilité de trajectoires compatibles avec l'objectif de neutralité carbone en 2050.

L'étude ZEN 2050 n'est pas terminée et l'association n'est donc pas en mesure de communiquer ses résultats définitifs. Toutefois, pour s'inscrire dans le calendrier de la consultation organisée par la Commission Européenne, il paraît intéressant de transmettre à la Commission les premiers messages-clés faisant consensus parmi les membres d'EpE.

Cette étude est en effet originale par son caractère transverse aux différents secteurs de l'économie, l'intégration de leurs interactions complexes et les nombreuses contributions d'entreprises.

L'étude a été faite sur le territoire métropolitain français par commodité ; certains de ses enseignements devraient être largement transposables à d'autres pays européens, et la plupart des messages ci-dessous pourraient être explorés au niveau européen.

3. Les premiers messages-clés de l'étude

1. Un effort national largement partagé entre consommateurs, entreprises et pouvoirs publics permettait de faire de la France un territoire **neutre en carbone d'ici 2050**;
2. Ce changement sociétal vers un modèle neutre en carbone procurerait aux Français une qualité de vie attractive, et s'accompagnerait de **co-bénéfices** sur la santé, la biodiversité, les politiques sociales, en plus de contribuer à réduire les impacts du changement climatique ;
3. Cette transition pourrait être une **opportunité pour l'industrie et l'agriculture françaises**, avec des bénéfices pour la facture énergétique et le commerce extérieur, et nécessitera toutefois des transitions sociales conduites par les entreprises et accompagnées par les pouvoirs publics;
4. L'étude montre que la neutralité carbone envisagée serait compatible avec la **croissance économique** : les effets sur le **PIB et l'emploi** pourraient être légèrement positifs ; ceci sera précisé dans la suite de l'étude.
5. Les **vitesse de transitions** sont telles qu'elles demandent dès à présent des **politiques contraignantes, incitatives et socialement justes**, avec une visibilité longue et crédible, tant vers les entreprises que vers les consommateurs;
6. Une telle transition nécessite des **investissements additionnels de tous les acteurs**, réclame des instruments économiques et la réorientation de flux financiers importants; la suite de l'étude précisera ces aspects par secteur et dans l'ensemble ;
7. La viabilité économique de telles trajectoires est conditionnée par un niveau de **coopération internationale** suffisamment élevé et une intégration du climat dans les règles du commerce international, et en Europe dans les politiques hors-climat (Politique agricole commune, ...);
8. Les technologies actuelles permettent de commencer sans attendre ; les efforts de **recherche et d'innovation** dans les entreprises et en lien avec la recherche publique sont à intensifier pour faciliter le changement d'échelle et limiter les coûts.

L'association est bien évidemment disponible pour préciser ou expliquer ces messages.

Contact :

Claire Tutenuit, Déléguée Générale

ctutenuit@epe-asso.org